

"Un événement historique" dans Combat (21 février 1957)

Légende: Le 21 février 1957, le quotidien français Combat se félicite de l'accord intervenu à l'issue de la conférence des Six à Paris des 19 et 20 février et fait l'éloge du futur Marché commun.

Source: Combat. de la Résistance à la Révolution. 21.02.1957, n° 3934; 15e année. Paris. "Un événement historique", p. 1; 9.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/un_evenement_historique_dans_combat_21_fevrier_1957-fr-c44063c3-ea15-4100-9e26-dcb14562fa08.html

Date de dernière mise à jour: 05/11/2015



Un événement historique

La volonté d'aboutir des ministres des Six s'est manifestée dans l'accord intervenu hier matin. C'est une étape satisfaisante, a déclaré M. Guy Mollet qui pensait sans doute au chemin qui doit encore passer par la signature du traité le mois prochain à Rome, et par la ratification par le Parlement français.

L'étape est pourtant décisive car le mouvement vers l'intégration économique européenne est désormais irréversible. C'est un lieu commun de constater que les contemporains ont rarement la conscience de l'importance des événements qu'ils vivent, donnant la primauté dans leur souci à des faits passagers et négligeant les essentiels. L'accord sur le Marché commun de l'Europe des Six présente pourtant le caractère d'un événement de première grandeur, influant sur le développement historique des peuples qui l'ont créé, et modifiant leur destin.

Certes, la mise en application n'est pas pour demain. Mais l'accord réalisé engage les Six dans une voie nouvelle dont les débouchés lointains sont d'ores et déjà prévisibles.

Il est des nécessités qui finissent par s'imposer aux réticences, aux appréhensions parfois justifiées, aux souvenirs d'un nationalisme souvent [sic]. A l'époque des grands courants d'échanges internationaux, de la concentration toujours plus poussée des moyens de production, de l'élévation progressif et nécessaire du standard de vie des peuples, de la nécessité en un mot de produire toujours plus, et au plus bas prix possible pour satisfaire un besoin de consommation de plus en plus étendu, les pays d'Europe sont devenus trop petits à l'échelle des tâches à accomplir et des devoirs à remplir.

En unissant leurs six pays dans un grand marché commun qui doit voir tomber les barrières douanières, favoriser les productions en grande série et donner son aboutissement à la division du travail de plus en plus poussée, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg jettent les bases d'une entité nouvelle qui a nom l'Europe et qui trouve aujourd'hui sa première assise réelle.

Il n'y a plus place à notre époque pour des nations isolées, vouées de plus en plus à l'étouffement et à l'étiollement. Le rêve autarcique qui fut celui des dictatures abattues en 1945 est devenu archaïque. Le règne des grands ensembles économiques a déjà commencé. Et en s'intégrant l'Europe comble plutôt un retard qu'elle ne lance une idée nouvelle.

La zone dollar et ses ramifications, la zone sterling concrétisée dans le Commonwealth, le bloc communiste qui s'étend de la mer de Chine au Danube, constituent des ensembles économiques, à résonance politique, qui se partagent le monde.

Il est même significatif de voir des pays ayant accédé il n'y a pas longtemps à l'indépendance nationale, sentir rapidement la nécessité de s'agglomérer à un bloc élargi où ils respireront plus à l'aise. Le Pacte méditerranéen dont on rêve à Rabat n'est-il pas l'expression de ce désir général de regroupement ?

Les Etats arabes du Moyen-Orient, malgré les préoccupations politiques et religieuses mises en avant, et en raison de leur sous-développement, ne sont-ils pas en fin de compte agités par le même désir, si informulé et même si mal conçu soit-il ?

*

La France est donc appelée à entrer dans un de ces ensembles qui ne groupe pour le moment que les pays d'Europe occidentale sauf l'Espagne et le Portugal. Elle a même apporté à cet ensemble ses Territoires d'outre-mer, et rendu possible une entité plus vaste que l'Europe des Six et qui est l'Eurafrique.

Quel que soit l'avenir de ce vaste dessein, et quelles que soient les difficultés nouvelles qu'il entraîne pour nous, il convient de ne pas oublier qu'il a été poursuivi, à travers mille obstacles, par-dessus les réticences d'une grande partie de l'opinion, et les appréhensions parfois légitimes des intérêts professionnels, par le gouvernement actuel et son chef, M. Guy Mollet.

A une époque où les critiques sont plus coutumières que les réalisations, il serait injuste de ne pas reconnaître le mérite des hommes assez opiniâtres pour faire aboutir leurs conceptions. Surmontant toutes les oppositions et toutes les incompréhensions, M. Guy Mollet et ses partenaires européens sont parvenus à réaliser le projet auquel ils tenaient. Le fait est assez notable en 1957 pour qu'il ne soit mis à leur actif.

*

Il reste maintenant au gouvernement français à parfaire son œuvre. En entrant dans le Marché commun la France tente une aventure qui n'est pas au-dessus de ses moyens, mais qui exige un effort conscient et poursuivi. Le Marché commun c'est la libre concurrence, et nous ne sommes pas en état actuellement de l'affronter. Des [sic] c'est la libre concurrence, et obtenues, à la requête de l'Assemblée nationale, pour que dans une période transitoire les béquilles sur lesquelles s'appuie notre économie chancelante nous soient conservées. Le temps nous est donc laissé pour d'une part que l'harmonisation des charges sociales et fiscales plus fortes chez nous que chez nos partenaires soit réalisée, et d'autre part, pour que nous abaissions nos prix de revient afin de les rendre compétitifs.

Au-delà des querelles partisans, des mesquines discussions parlementaires, une tâche immense s'impose donc à nos gouvernements, à nos organismes professionnels, à nos syndicats, à tous les Français. La rationalisation des productions, le sacrifice des entreprises marginales, l'extension des entreprises les mieux armées, dans les secteurs les plus favorables, l'équipement accéléré de l'industrie de transformation et de l'agriculture, la réforme d'un système fiscal qui doit cesser de pénaliser les entrepreneurs au bénéfice des malthusiens, sont désormais à l'ordre du jour.

*

En acceptant le Marché commun, la France doit accepter en même temps de s'inspirer de l'esprit qui l'anime, et ne plus penser qu'en termes d'économie et d'expansion. Si elle a assez de volonté et de suite dans les idées pour mettre en œuvre les ressources matérielles et intellectuelles dont elle est pourvue, un avenir de prospérité l'attend. Le Marché commun réussi, c'est l'élévation continue du standard de vie des Français, c'est l'abaissement des prix donc un confort supplémentaire, c'est la vie. Si nous devons au contraire persister dans nos mauvaises habitudes, dans notre peur des réalités modernes, dans notre malthusianisme, et nos méthodes surannées, ce serait la colonisation économique c'est-à-dire la mort.

Ce serait en tout cas la fin des projets européens avec les conséquences que souhaitent ses auteurs. Car au-delà des avantages économiques du Marché commun, ses promoteurs voient plus loin.

L'essence fondamentale de la C.E.D. était de vouloir réaliser l'Europe politique par la fusion de ses armées, de créer en somme un organe privé du milieu dans lequel il aurait puisé sa raison d'être et sa faculté d'intégration. En réalisant d'abord la fusion des intérêts économiques, en donnant à des peuples jusqu'à présent désunis, des raisons de vouloir vivre ensemble parce que vivre ensemble c'est vivre mieux, le Marché commun crée les conditions matérielles, spirituelles, intellectuelles et sociales pour que naisse le désir et le besoin d'une fédération politique.

A une époque où les pays d'Europe désunis sont les jouets des forces hostiles qui divisent le monde, il n'est ni téméraire ni utopique de penser réaliser l'union des peuples les plus anciennement civilisés de la Terre.